



Le Courrier de la Marche Mondiale des Femmes contre les Violences et la Pauvreté - N° 338 - 27 juin 2016

Bonjour, voici quelques textes, rendez-vous et communiqués concernant les droits des femmes, en espérant qu'ils vous seront utiles. Ceci est un bulletin de collecte d'informations, ce qui veut dire que nous ne sommes pas obligatoirement d'accord avec tout ce qui est écrit (sauf pour les communiqués signés Marche mondiale des Femmes).

Si vous recevez ces informations plusieurs fois (attention, vérifiez que l'expéditeur est bien directement la Marche) ou si vous ne voulez plus les recevoir, répondez à ce mail. Faites passer à vos réseaux et ami-es.

Blog : <http://marchemondialesdesfemmesfrance.org/>

Facebook : www.facebook.com/marchemondialesdesfemmes2015

SOMMAIRE

- 1 - Appel Européen : Pour le droit à l'avortement dans toute l'Europe ! - Les Femmes décident !
- 2 - 1er festival féministe de l'humour à Saint Donat sur l'Herbasse dans la Drôme. Un beau succès... à renouveler ! - Page 2
- 3 - Avec quoi M. Besson a-t-il écrit son portrait de Lorraine Questiaux !? - Tribune collective
- 4 - Contraintes renforcées et volontarisme affiché : une progression sans précédent des femmes à l'Assemblée - HCE - Page 3
- 5 - Le musée de l'humanité, c'est pour quand ? - Les Glorieuses - Page 4
- 6 - A Toulouse comme ailleurs, nous dénonçons, l'exploitation des femmes par le système prostitutionnel - Texte collectif - Page 5
- 7 - Parce que nous avons vu Cizre, ville martyre du Kurdistan, l'État turc nous interdit de territoire ! - Collectif Solidarité Femmes Kobanê - Page 5
- 8 - Le CSA sanctionne Hanouna - Les Chiennes de garde et Osez le Féminisme! - Page 6
- 9 - Parité, objectif en approche ? - Marie-Pierre Badré, présidente du Centre Hubertine Auclert
- 10 - 38,65% de femmes élues à l'Assemblée : une nette progression mais pas encore la parité ! - Page 6
- 11 - En France, on meurt parce qu'on est une femme - Titiou Lecoq - slate.fr - Page 7
- 12 - Il y a 40 ans, elles participaient à la première Marche des fiertés : "On était encore les anormaux" - Marie-Jo Bonnet et Anne-Marie Faure-Fraisse - francetvinfo.fr - Page 10
- 13 - En tant qu'homme, je ne suis pas féministe, peut-être pro-féministe - Patrick Jean - Auteur et réalisateur - Page 11
- 14 - Un magistrat du tribunal correctionnel de Nanterre (Hauts-de-Seine) doit s'expliquer après des propos sexistes tenus lors d'un procès de violences conjugales - leparisien.fr - Page 13
- 15 - Comment le terme de « travail sexuel » écrase les victimes - Raquel Rosario Sanchez - <https://entreleslignesentrelesmots.wordpress.com/> - Page 14
- 16 - Exposition : "Prostitution : du fantasme à la réalité" - Mouvement du Nid Tours - 5 juillet au 15 septembre - Page 17
- 17 - Livre : « On ne naît pas grosse » - Gabrielle Deudier - Page 17
- 18 - Spectacle : « Ta violence, mon tabou » - Eva DT - Page 17

MOBILISATION

- 1 - Appel Européen : Pour le droit à l'avortement dans toute l'Europe ! - Les Femmes décident !

Mobilisations partout en Europe autour du 28 septembre 2017
Délégations à la manifestation bruxelloises le 28 septembre 2017

En solidarité avec l'ensemble des femmes européennes, après la lutte exemplaire des femmes espagnoles en 2014, polonaises en 2016, nous exigeons que les droits des femmes, la liberté à disposer de son corps, le droit à l'avortement et à la santé soient respectés dans tous les pays européens et inscrits comme droits fondamentaux pour l'égalité en Europe.

Aujourd'hui, le droit à l'avortement au sein de l'Europe relève de la compétence de chaque Etat. Interdit à Malte, sous hautes contraintes en Irlande, en Hongrie et en Pologne. Le droit à l'avortement, même légalisé est, peut ou pourrait être remis en question par le maintien de la clause de conscience des médecins (Italie), l'absence de structures hospitalières adéquates (Grèce, Bavière), les restrictions de personnels et les suppressions des centres pratiquant l'avortement lors de restructurations hospitalières (France), et, dans tous les pays, par l'élection de gouvernements réactionnaires, conservateurs et rétrogrades.

Nous réaffirmons que :

- L'accès à l'avortement est un droit ;
- L'avortement est un choix personnel - mon corps m'appartient, je choisis ma vie ;
- Des moyens financiers doivent être donnés pour que les centres pratiquant l'avortement et les centres de planification soient accessibles à toutes sur les territoires ;
- Des campagnes tous publics sont nécessaires ;
- L'éducation à la vie sexuelle doit être prodiguée à toutes et à tous pour qu'elles et ils puissent avoir des choix libres et éclairés ;
- La formation aux techniques d'avortement et à l'accompagnement doit faire partie intégrante de la formation initiale des professionnel/les de santé ;
- La clause de conscience des professionnel/les de santé doit être supprimée ;
- Les délais légaux pour avorter doivent être harmonisés sur ceux des pays les plus progressistes en Europe et les États doivent dépénaliser totalement l'avortement.

Nous appelons à la construction d'une mobilisation européenne autour du 28 septembre 2017, journée internationale du droit à l'avortement, où chaque pays inscrira ses revendications en vue d'une harmonisation européenne pour le respect des droits des femmes.

Les associations et organisations peuvent signer sur : avortement-libre-en-europe@rezisti.org

TEXTES

2 - 1er festival féministe de l'humour à Saint Donat sur l'Herbasse dans la Drôme. Un beau succès... à renouveler !

Le week-end des 10/11 juin, la Marche Mondiale des Femmes Drôme/Ardèche organisait son 1er festival de l'humour. Tout a été parfait : l'accueil chaleureux, la restauration solidaire miam miam, le temps au beau fixe, la batucada endiablée et, surtout, le spectacle, cinq compagnies, 9 artistes à mourir de rire, que ça fait du bien !

On vous donne leurs coordonnées, invitez-les, vous ne le regretterez certainement pas !

Spectacles tous récompensés par la MMF26/07 et clôturés par des chants collectifs et danses improvisées.

Un beau week-end féministe revigorant, nous comptons sur nos amies pour récidiver. Merci à elles toutes !

Les artistes :

Tiphaine D - Contes à rebours : <http://www.typhaine-d.com/>

Chloé Martin - La Dâme de compagnie : <http://ladamedecompanie.com/dame-de-compag.../.../chloe-martin/>

Marisoa - Chroniques d'une croqueuse : <http://www.nocomment.mg/marisoa-ramonja-chronique-dune-cro.../>

Les Enculettes - ChantonS à sexe : <http://enculettes.blogspot.fr/>

Les chimères - Sans queue ni tête : <http://www.ciedeschimeres.fr/>

Pour voir toutes les photos :

<https://www.facebook.com/.../marchemondialesdesfemmes.../photos/...>

3 - Avec quoi M. Besson a-t-il écrit son portrait de Lorraine Questiaux !? - Tribune collective
Nous, féministes, sommes restées abasourdis de dégoût en découvrant l'article qu'a dédié Patrick Besson à la candidate aux législatives Lorraine Questiaux. Nous venons à peine de déplorer que les partis politiques n'aient investi que 42% de femmes à l'élection législative de 2017. C'était sans compter le traitement sexiste que certaines d'entre elles doivent subir une fois investies !

Le prix de l'article le plus phallocrate de l'année vient sans doute d'être remporté haut la main par Patrick Besson ! D'ailleurs, ce torchon qui ne remplit aucunement une mission d'informer ou de commenter l'actualité, mérite-t-il le statut d'article ? Quasiment tout est axé sur l'émoi que lui aurait inspiré le physique de Mme Questiaux, comme si c'était son principal argument de campagne. Or, l'avis privé qu'a M. Besson sur l'apparence physique de Lorraine ne regarde que lui.

Lorraine, que nous connaissons bien, cumule des qualités innombrables de militante de terrain et d'avocate. M. Besson le sait très bien puisqu'il le mentionne, à peine, et c'est tout le malin plaisir qu'il prend à la réduire à un objet sexuel en connaissance de cause.

On a droit à une pénible accumulation de qualificatifs libidineux tels que "la plus belle communiste", "jolie jeune femme", "bombe", en détaillant ses traits, la couleur de ses yeux, sa coupe de cheveux, en sous-entendant qu'elle aurait pu faire l'objet d'un concours de miss, en l'appelant "mademoiselle Questiaux"... Tout ceci mollement saupoudré de rares détails sur les politiques qu'elle proposait de mener, en périphérie de son scannage physique.

Comment peut-on à la fois regretter que les femmes soient découragées à l'idée de se présenter devant les électeurs, quand elles savent qu'elles subiront publiquement ce qu'elles subissent déjà assez ailleurs ? Nous, femmes, sommes quotidiennement réduites au statut d'objet sexuel, ne serait-ce qu'en traversant la rue. Il faudrait que celles qui prennent la décision de faire de la politique subissent en plus, en guise de portrait, l'exposé des fantasmes lubriques d'un journaliste auquel on n'a jamais demandé d'être témoins ?

D'ailleurs, si une femme journaliste avait osé pondre un "article" pareil, elle aurait été immédiatement taxée de nymphomanie et de non professionnalisme.

M. Besson jouira-t-il lui, de son côté, du droit de l'homme à profiter de son métier pour exhiber publiquement sa vision dégoulinant de machisme à propos d'une femme qui a osé se présenter pour défendre des valeurs aussi fortes que la lutte contre les violences faites aux femmes, et notamment leur exploitation et leur objectivation dans la publicité ou le système prostitutionnel ?

Les effronté-e-s, la Cadac, le collectif 52 et l'élue Gwenn Herbin dénoncent ce traitement journalistique sexiste de l'engagement de Lorraine Questiaux, et de beaucoup de femmes en politique en général !

Signataires : Les effronté-e-s, La Cadac (Coordination des associations pour le droit à l'avortement et à la contraception), Le collectif 52, Gwenn HERBIN, Conseillère Municipale déléguée de Nanterre

4 - Contraintes renforcées et volontarisme affiché : une progression sans précédent des femmes à l'Assemblée - HCE

La part des femmes à l'Assemblée nationale connaît une progression sans précédent : 223 femmes

ont été élues, soit 38,65% des député.e.s. Pour rappel, à l'issue du quinquennat 2012-2017, l'hémicycle était composé de seulement 155 femmes, soit 26,9% des élu.e.s.

Cette évolution de près de 12 points a été permise par l'effet conjugué des contraintes - loi sur le non cumul des mandats et doublement des pénalités financières pour les partis ne respectant pas la parité des candidatures - et l'objectif affiché de parité de la part du parti de la majorité présidentielle, arrivé largement en tête lors de ce second tour des élections législatives.

Le Haut Conseil à l'Égalité entre les femmes et les hommes (HCE) note toutefois que, si les femmes représentaient 42,4% des candidat.e.s, elles sont 38,65% avoir été élues. Elles ont donc, sans conteste, été plus souvent investies que leurs collègues hommes dans des circonscriptions difficiles.

Le partage des places doit désormais se traduire par un réel partage du pouvoir à l'Assemblée, aussi bien au Bureau qu'à la tête des commissions. Pour rappel, depuis 1958, 15 hommes se sont succédés à la Présidence de l'Assemblée et aucune femme n'a occupé cette fonction. En 2012, le Bureau de l'Assemblée (Présidence, vice-présidence, secrétaires et questeur.rice.s), tout comme la présidence des commissions, comptaient environ un tiers de femmes.

« Cette évolution sans précédent de la part des femmes élues à l'Assemblée nationale est une avancée remarquable pour un partage effectif des responsabilités entre les femmes et les hommes, preuve que la parité n'est plus une option mais une exigence démocratique. » estime Danielle Bousquet, Présidente du Haut Conseil à l'Égalité.

5 - Le musée de l'humanité, c'est pour quand ? - Les Glorieuses

Cette semaine a lieu la #MuseumWeek. Une occasion de célébrer nos musées sur les réseaux sociaux et de démontrer que, non, la moyenne d'âge des visiteurs n'est pas de 143 ans. Et cette année, banco, les femmes sont à l'honneur. #WomenMW. Pour l'occasion, nous souhaitons vous annoncer la création du musée de la Femme. Le musée de la Femme ? Mais ça n'exclue pas les hommes ça ? Non, ne vous inquiétez pas, on a mis une majuscule à Femme, comme ça cela intègre les femmes et les hommes. Et pourquoi pas le musée de l'Homme pendant qu'on y est ? (Oh wait).

A l'occasion de cet événement, nous demandons de renommer le musée de l'Homme en... musée de l'humain ou musée de l'humanité. Parce que c'est cela, l'égalité. #Muséedel'humain

Car Homme avec un grand H ne signifie pas humain. Le H majuscule permet de faire référence à l'ensemble du genre Homo (homo sapiens et espèces apparentées). Ainsi, le genre humain ne représente qu'une infime partie des espèces dites Homo. Or, si l'on suit la pensée de Paul Rivet, le fondateur du musée, c'est bien de l'humain dont il s'agit : « l'humanité est un tout indivisible, non seulement dans l'espace, mais aussi dans le temps ».

Car Homme avec un grand H n'a jamais eu vocation à inclure les femmes... Il n'existe aucune règle linguistique qui justifie l'emploi d'une valeur générique masculine pour inclure les deux sexes^[1]. Aucune. Et son acceptation sociétale et même assez récente. Elle s'est imposée à partir du XVIIIème siècle. A l'époque, la langue française allait même à l'encontre de la « tendance massive et indo-européenne : le genre, pour les animés humains, suit globalement le sexe ». En d'autres termes, un garçon et un million de filles impliquaient d'accorder... au féminin.

CAR c'est un symbole. En n'incluant pas les femmes, une fois de plus, nous les invisibilisons de l'espace public et du monde des musées. Les expositions du musée l'attestent, les femmes font partie de l'histoire, il est grand temps que tout le monde le sache.

Ainsi, pour toutes les femmes - les scientifiques, les artistes, les visiteuses... - et pour toutes les filles, cher Directeur du musée, cher Ministre de la Transition écologique et de la solidarité, cher Ministre de l'Éducation Nationale, faisons en sorte que les femmes se reconnaissent dans ce grand musée. Nommons-le « Musée de l'humain ».

Je soutiens l'initiative et je signe la pétition. <https://lesglorieuses.fr/musee-de-lhumain>

6 - A Toulouse comme ailleurs, nous dénonçons, l'exploitation des femmes par le système prostitutionnel - Texte collectif

Nous savons que toutes les femmes prostituées vivent des situations alarmantes mais aujourd'hui nous voulons attirer l'attention plus particulièrement sur les femmes immigrées nigérianes. Plus de 7800 nigérianes sont arrivées sur les côtes italiennes en 2016. Parmi elles, des centaines de mineures, parfois âgées de 12 à 14 ans. Ces femmes, très pauvres, se sont endettées pour payer leur passage depuis le Nigéria à travers l'Afrique, arrivant en Italie pour être dispersées sur toute l'Europe. Elles sont contraintes à la prostitution pour payer leur dette.

Selon les calculs de l'Amicale du Nid, celle-ci s'élève en moyenne à 50.000€. Cette somme équivaut au moins «à 1700 passes ou à 2.500 fellations» mais cela ne rembourse que la dette à laquelle il faut ajouter les besoins de la vie quotidienne, la place sur le trottoir, l'hébergement, l'alimentation et autres besoins incluant l'aide à leur famille et à leurs enfants».

Le marché de la prostitution nigériane remplit les caisses des trafiquant-e-s et répond à une demande masculine décomplexée et de plus en plus exigeante. La banalisation de la prostitution et de la pornographie, la culture du viol, s'accroissent, ramenant les femmes à des objets sexuels disponibles et soumis. Les déséquilibres mondiaux sont aussi à interroger et la «demande» de prostitution replacée dans un système qui considère que les hommes auraient des besoins sexuels irrépessibles.

Toutes ces situations ne sont pas prises en compte à Toulouse, par les services de l'Etat. Alors qu'en préalable de la loi du 13 avril 2016, le délit de racolage était supprimé et que cette loi prévoit la pénalisation des clients, nous assistons ici à Toulouse, à une contradiction entre la loi et les pratiques des forces de l'ordre. Actuellement, les femmes nigérianes sont victimes de contrôles multiples, elles sont placées en garde à vue et même en centre de rétention administrative.

Nous exigeons :

- La libération immédiate des femmes conduites au centre de rétention et leur régularisation administrative,
- L'arrêt des contrôles policiers des femmes prostituées, que la loi soit appliquée dans le respect des femmes prostituées,
- Des moyens et un budget indispensables à la mise en œuvre de la loi,
- La protection des mineur-e-s,
- L'accompagnement des personnes prostituées, comme la loi le prévoit, soit dans des parcours d'immigration ou des actions de réinsertion sociale et professionnelle, des actions de prévention par l'éducation aux sexualités et à l'égalité filles/garçons, femmes/hommes,
- Que le travail des Commissions Départementales de lutte contre la prostitution, le proxénétisme et la traite des êtres humains, soit effectif.

Signataires : Le CRI 31, La FAI (Fédération abolitionniste Internationale pour un monde libéré de toute forme d'exploitation sexuelle), Le Collectif Midi-Pyrénées pour les Droits des Femmes, Zéromacho, l'APIAF, La Marche Mondiale des Femmes Midi-Pyrénées

7 - Parce que nous avons vu Cizre, ville martyre du Kurdistan, l'État turc nous interdit de territoire ! - Collectif Solidarité Femmes Kobanê

Ce mois-ci, l'une de nos camarades qui voulait se rendre en Turquie a été retenue à l'aéroport d'Istanbul. Après des heures d'attente, il lui a finalement été notifié qu'elle était interdite d'accès au territoire. Elle ne peut plus désormais se rendre en Turquie et ce durant au moins cinq années. Nous avons fait appel de cette décision.

Cette mesure fait suite à notre envoi d'une délégation en mars 2016. Invitées par les femmes du mouvement des femmes kurdes, nous avons invité d'autres militantes à nous rejoindre au sein d'une délégation féministe qui s'est rendue au Kurdistan de Turquie pour célébrer ensemble la journée internationale des femmes, le 8 mars. A cette occasion, nous avons vu les villes bombardées par

l'État turc et dans lesquelles des massacres de populations avaient été ou étaient sur le point d'être commis. Nous nous sommes notamment rendues à Cizre, où le couvre-feu venait d'être levé. A notre retour, nous avons collectivement témoigné de l'ampleur des destructions et de la violence exercées au Kurdistan, mais aussi de la force et de la résistance du mouvement des femmes kurdes (Voir notre rapport en pièce jointe). C'est précisément ce que l'État turc cherche à éviter.

Cette interdiction n'est pas un fait isolé. Autour de nous, de plus en plus, des camarades, des journalistes, se voient interdire l'accès au territoire turc ou sont arrêtés avant d'être expulsés. Par ces mesures, l'État turc étend peu à peu les frontières du silence, il cherche à isoler les personnes qui résistent et tente d'éviter que l'ampleur de la répression menée jour après jour soit rendue visible et suscite des solidarités. Celles et ceux qui s'emploient à construire la solidarité ne peuvent rester silencieux face à ces mesures !

8 - Le CSA sanctionne Hanouna - Les Chiennes de garde et Osez le Féminisme!

Les Chiennes de garde et Osez le Féminisme! avaient protesté auprès du CSA en 2016 contre le sexisme de cette émission et restent particulièrement vigilantes en ce qui concerne les violences contre les femmes dans l'espace public et luttent contre le sexisme ordinaire qui fait le terreau des violences et des inégalités.

Les deux associations encouragent le CSA à poursuivre sa mission de service public en continuant à sanctionner et à demander des comptes aux chaînes de télévision et aux stations de radio afin de mettre un terme à ces comportements répétés qui diffusent une image dégradante des femmes et participent de la culture du viol. La culture du viol est un concept qui établit des liens entre le viol et d'autres violences sexuelles et la culture de la société dans laquelle ces faits ont lieu, et dans laquelle prévalent des attitudes et des pratiques tendant à tolérer, excuser le viol et les autres violences sexuelles. Touche Pas à Mon Poste (TPMP) et Cyril Hanouna ont bien trop souvent participé à cette culture de la violence sexiste.

9 - Parité, objectif en approche ? - Marie-Pierre Badré, présidente du Centre Hubertine Auclert
17 ans se sont écoulés depuis la première loi incitant les partis politiques à investir 50% de femmes parmi leurs candidat-e-s... Presque une génération ! Pour la première fois dans l'histoire de la cinquième république, 38,65 % de femmes sont élues à l'assemblée nationale (contre 26,9 % en 2012), le tout nouveau gouvernement est paritaire et a nommé deux femmes à des postes régaliens, saluons cette avancée ! L'arrivée de ces femmes répond en partie au besoin de renouvellement démocratique exprimé par les français-es lors de ce scrutin. Pour autant, le combat pour la parité réelle est loin d'être terminé : les femmes restent en général très minoritaires dans les exécutifs. Plus subtil, les inégalités de genre persistent, y compris lorsque la parité est respectée : dans les instances régionales ou départementales, combien de femmes occupent aujourd'hui des postes dans les finances, les transports ou bien au développement économique ? Contre le sexisme ordinaire, à quand la parité ordinaire ?

10 - 38,65% de femmes élues à l'Assemblée : une nette progression mais pas encore la parité !

Dimanche, la part des femmes élues à l'Assemblée nationale a grimpé à 38,65 % des parlementaires contre 26,9% en 2012. C'est une nette progression mais nous sommes encore loin de la parité. En effet, l'hémicycle est constitué de 223 femmes et 354 hommes. Le compte n'y est toujours pas ! Osez le féminisme ! poursuivra son travail de pression et de sensibilisation pour aboutir à la parité effective.

Cette progression s'est inscrite dans un contexte de renforcement des contraintes : lois sur le non-cumul des mandats et doublement des pénalités financières pour les partis ne respectant pas la

parité des candidatures. Malgré cela, les femmes ne représentaient encore cette année que 42,4% des candidatures, bon nombre de partis préférant payer de lourdes pénalités durant les 5 années à venir plutôt que répondre à l'exigence démocratique qu'est la parité. Enfin, pour certains partis, la part de femmes élues est significativement inférieure à la part de femmes candidates, démontrant là encore la stratégie sexiste de placer des femmes dans des circonscriptions difficilement gagnables.

11 - En France, on meurt parce qu'on est une femme - Titiou Lecoq - slate.fr

On connaît tous cette statistique: une femme meurt tous les trois jours sous les coups de son conjoint. Mais sa réalité est bien différente de ce que j'imaginai.

Le 08 mars 2004, photo de 200 silhouettes symbolisant des victimes de violences conjugales installées par l'association SOS Femmes à Nantes | FRANK PERRY / AFP

Parfois, germent des idées dérangées et/ou dérangeantes dans les esprits des journalistes. C'est ce qui a dû m'arriver l'an dernier, le soir où j'ai mis en place sur mon adresse mail une alerte Google sur les termes «femme + mort» et «femme + homicide» avec une récurrence quotidienne.

Ca veut dire que depuis des mois, tous les soirs, je reçois deux mails me faisant la liste des publications parues ce jour sur la partie de l'internet recensée par Google et contenant ces termes. Au milieu des méandres marécageux de mon esprit, il y avait tout de même un objectif. Je cherchais à avoir un aperçu des décès de femmes commis par leurs proches, et principalement par leurs conjoints. (J'ai vu quelques cas de fils ayant tué leur mère mais très peu.) Je voulais mesurer l'ampleur du phénomène et constater par moi-même cette statistique qu'on connaît tous: une femme meurt tous les trois jours sous les coups de son conjoint.

Le ministère (ou secrétariat d'État) publie des statistiques par année révolue. Mais pour les années en cours, on est obligés de passer par la couverture en PQR: elle recoupe presque exactement les chiffres officiels. La PQR traite à peu près tous les cas de morts violentes, à tel point qu'on aboutit aussi à un décès tous les trois jours.

Mais j'ai découvert que cette statistique est en grande partie fautive. Pas le chiffre évidemment - malgré quelques variations selon les années, et les périodes de l'année. Ces derniers mois, j'ai pu constater des semaines au bilan très lourd. D'autres où il ne se passait rien sans que je parvienne à m'expliquer ces fluctuations. Il y a des moments de l'année plus meurtriers: les fêtes familiales notamment. Parfois, le conjoint choisit la date d'anniversaire de la victime.

C'est surtout la formulation de la statistique qui s'est révélée fautive. «*Sous les coups de son conjoint*». Ça me faisait penser qu'il s'agissait de femmes battues dont la tête avait un jour heurté plus violemment le carrelage de la cuisine ou dont le conjoint n'avait cette fois là pas voulu s'arrêter avant l'hémorragie mortelle. D'ailleurs, ce genre de campagne de sensibilisation véhicule le même stéréotype.

En réalité, ce n'est pas une gifle ou un coup de pied qui aurait malencontreusement entraîné la mort. L'homicide involontaire est l'exception, il représente moins de 10% des cas. Bien sûr, avant la mise à mort, il y a souvent eu des violences mais ces femmes ne meurent pas de coups. Elles meurent parce qu'on a décidé de les tuer. Dans plus de 90% des cas, il y a volonté de tuer. Pénalement ce sont des meurtres - parfois même avec préméditation, ce qu'englobe l'assassinat. En France en 2017, on tue sa femme en général de deux façons: on la plante au couteau ou on lui tire dessus avec une arme à feu, souvent un fusil de chasse.

Jean-Pierre, 58 ans, a choisi un autre mode: il a attendu que son ex compagne, Nicole, 47 ans, sorte d'une supérette et il lui a foncé dessus en voiture. Le mari de Doris, 60 ans, a choisi la batte de base-ball. Après 33 ans de mariage, il la soupçonnait d'infidélité. C'était en janvier dernier. En mars, Frédéric, 86 ans, atteint d'Alzheimer a tué Marcelle, 90 ans, à coups de casserole. Il a déclaré «*elle a ce qu'elle mérite. Je l'ai fracassée*». Le 12 juin dernier, c'était l'anniversaire d'Émilie, 34 ans.

Son mari dont elle venait de se séparer, Guillaume, 37 ans, mécanicien, lui a ligoté les chevilles et les poignets sur les rails d'un TGV Paris/Nantes. D'après l'autopsie, elle était vivante au moment du passage du train. En mai, avec le calvaire de Marion, 41 ans, j'ai découvert la qualification légale de «*viol ayant entraîné la mort*».

Des femmes que l'on les croise tous les jours : Je me trompais donc sur la nature du phénomène mais également sur son ampleur. Ces femmes tuées par leurs conjoints représentent chaque année environ 20% de ce que le ministère de l'intérieur appelle «les atteintes à la vie». À ce titre, l'effet de liste est glaçant. Ce n'est pas une femme qui meurt tous les trois jours. Cette année, c'est Marion, Noémie, Marcelle, Kelly, Fatima, Jennifer, Rita, Stéphanie, Sylvie, Catherine, Marie-Rose, Hélène, Julie, Blandine. Elles ont tous les âges, de 19 à 90 ans. Elles sont secrétaire, aide-soignante, assistante maternelle, conductrice de car, patronne de bistrot, agricultrice, employée municipale, groom, serveuse.

Leur redonner ne serait-ce que quelques lignes d'existence, un âge, une profession, une situation familiale, c'est comprendre qu'on les croise tous les jours, c'est aussi percevoir les ondes de choc de leur décès, au premier rang desquels les enfants qui se sont retrouvés orphelins depuis janvier.

J'ai été bouleversée par deux annonces d'enterrement qui avaient été rédigées par les enfants, adultes, d'un couple de retraités. Leur père a tué leur mère puis s'est suicidé. Ils ont publié deux avis différents, les enterrements n'avaient pas lieu le même jour. Il n'était fait aucune mention des circonstances particulières de ces décès. Mais pour leur père, ils avaient ajouté la mention «pas de couronne ni de fleurs».

Qui et où ? : En général, on tue sa femme chez elle. Parfois en présence des enfants. Elle avait 35 ans. Elle avait trois enfants de 11, 8 et 5 ans. Les deux petits jouaient ailleurs mais l'aîné était là, dans la cuisine, quand son père, 43 ans, a poignardé sa mère de 24 coups de couteau, principalement au visage et dans le cou. L'enfant s'est interposé et a été blessé. Il a réussi à appeler les secours. Elle était aidée depuis 2014 par l'association SOS femmes 49. En novembre 2015, elle avait déposé une plainte pour menace de mort qui avait été classée sans suite après enquête et confrontation des deux parties. En novembre 2016, elle avait entamé une procédure de divorce. C'était près d'Angers en avril dernier.

Plus rarement, le meurtre a lieu devant le lieu de travail de la femme. C'est ce qui est arrivé à Rita, 58 ans, conductrice de cars. Son ex-compagnon lui a tiré dessus un matin devant son entreprise. Djeneba, 37 ans, venait de déposer ses enfants à la crèche et à l'école. Elle arrivait dans l'exploitation de bovins où elle travaillait. Son ex-mari (elle avait entamé la procédure de divorce) l'attendait et lui a tiré dessus au fusil de chasse. Stéphanie, 30 ans, sortait de la mutuelle dans laquelle elle travaillait. Il était 18h30. Un homme avec qui elle avait refusé de sortir l'attendait pour la kidnapper mais elle ne s'est pas laissée faire. Il l'a abattue dans la rue avec son fusil à pompe.

Parfois, la femme s'est vue contrainte de passer chez son ex. Elle n'en ressort pas vivante. C'est ce qui est arrivé à Karen, 37 ans, caissière. Elle venait déposer sa fille chez son ex. Il l'a poignardée. Kelly, 20 ans, venait récupérer des bricoles chez Steven. Il l'a poignardée. Cathy, 43 ans, a été étranglée en venant chercher des affaires.

Sur cette question du lieu, pensons à Sandra, 39 ans. Elle venait de quitter son compagnon du moment. Ce jour-là, elle était en voiture pour aller chercher son fils à 11h30 à son école élémentaire pour la pause déjeuner. Elle arrivait sur le parking à côté de l'école quand son ex, lui aussi en voiture, lui a foncé dessus et a embouti son véhicule. Elle est sortie de voiture, paniquée. Il l'a rejointe et l'a poignardée devant les portes de l'école. Des parents ont tenté de s'interposer, en vain. C'était en janvier en Seine-et-Marne, à côté de Fontainebleau.

Toutes les catégories sociaux-professionnelles sont représentées. Tuer sa femme est un acte très bien partagé dans la société. Quel point commun entre un trader de 45 ans et un carrossier de 50 ans? En 2017, les vies de Franck et Claude ont pris le même tournant. Ancien élève de HEC, Franck travaillait dans la haute-finance, il avait même sa fiche sur le site du magazine Challenges. Il a tué sa femme, Sandrine, orthophoniste, avec qui il avait deux enfants, parce qu'elle venait de le quitter. Il s'est pendu en détention quelques jours plus tard. Claude était carrossier. Sylvie, 47 ans, aide à domicile, venait de le quitter, il l'a abattue avec son fusil de chasse puis s'est pendu.

Un autre point commun à nombre de ces affaires c'est le suicide du meurtrier.

Féminicide ? : Quand on prend chaque cas de façon indépendante, on peut y voir un moment de psychose avec en arrière-fond une histoire compliquée. C'est-à-dire des histoires individuelles et privées. C'est seulement quand on fait la liste, quand on lit à la suite ces histoires qu'on est frappé par leurs points communs dont le principal: ce sont des hommes qui ont tué des femmes. Plus précisément qui ont tué celles qu'ils pensaient devoir être leurs femmes pour toujours. C'est l'accumulation qui fait prendre conscience de l'ampleur du phénomène et de ce sur quoi il repose, en-dehors de la pathologie. Il y a également des femmes atteintes de troubles psychiatriques, pourtant elles assassinent nettement moins souvent leur conjoint. Les femmes représentent 85% des victimes dans les couples et dans près de la moitié des cas où elles tuent leur compagnon, elles étaient victimes de violence de sa part. La folie, longue ou passagère, ne s'affranchit pas des règles du genre, ni des constructions sociales. Elle ne balaye pas tout sur son passage. Au contraire, elle révèle les biais les plus sombres de notre société.

D'ailleurs, les journaux parlent désormais moins de drame passionnel que de «drame de la séparation». Dans la majorité de ces cas, la femme venait de quitter le conjoint ou en tout cas d'en exprimer le désir. Une décision qui était une déclaration de liberté intolérable pour l'homme qui estimait qu'elle lui appartenait. Il la préfère morte plutôt que libre. Dans d'autres cas, la liberté ce n'était pas la séparation mais simplement refuser un rapport sexuel, ou l'avoir peut-être trompé.

Parfois, le motif est encore plus ténu, ou plus clair. À Toulouse, Georges, âgé de 93 ans, était atteint d'un cancer à un stade avancé, incurable. Il a décidé qu'il ne laisserait pas Danièle, 72 ans, lui survivre. Ils étaient mariés depuis 36 ans. Danièle fréquentait depuis un an une association d'aide aux femmes, l'Apiaf. L'association a expliqué qu'elle avait pris conscience de la violence de son mari qui la tenait enfermée au maximum mais qu'elle ne souhaitait pas le quitter. Elle disait que c'était un homme très vieux, pas dangereux. Il l'a tuée avec une arme de poing avant de se suicider.

Faits divers ? : Il y a fort à parier que vous n'avez pas entendu parler de ces affaires dans les médias nationaux, hormis un entrefilet sur un site quand l'affaire permet un titre racoleur comme «il tue sa femme à coups de casseroles». Une simple anecdote. Il faut sortir ces affaires de la case «faits divers». Un meurtre antisémite, raciste ou homophobe n'est pas un fait divers. Ce qui nous induit en erreur en l'occurrence, c'est qu'il y a une relation particulière entre la victime et l'assassin. Ces hommes ne tuent pas toutes les femmes. Ils tuent les leurs. Mais ils les tuent parce que ce sont des femmes et qu'ils sont des hommes. Autrement dit parce qu'ils croient encore à la possession des unes par les autres. Donc ils refusent à ces femmes leurs droits d'être humains libres. En cela, ils rejoignent les crimes de discrimination. Tous disent la supériorité de quelques uns.

Ce n'est pas de l'actualité régionale, c'est un problème national. Ces affaires devraient donc être relayées dans les médias nationaux. Choisir de ne pas traiter ces féminicides, c'est choisir une vision du monde. C'est dire que les violences faites aux femmes sont un sujet négligeable. Pour que cela devienne le problème de tous, les médias ont également une responsabilité. Ils doivent s'emparer du sujet. Ne plus parler de «mourir sous les coups» mais d'être tuées. C'est dans cette optique que le terme «féminicide» est de plus en plus employé. Pénalement, le fait de tuer sa conjointe est déjà une circonstance aggravante depuis 1994. En fait, l'introduction de ce terme

sert avant tout à faire prendre conscience de la violence structurelle dont les femmes sont victimes. Parce que c'est une certaine vision de la femme, une vision machiste et misogyne qui est derrière ces gestes. Pour combattre une violence, il faut pouvoir la nommer.

On ne peut plus se contenter [d'une journée pour l'élimination de la violence contre les femmes](#) parce que demain ou après-demain, un autre prénom rejoindra la liste des mortes. Pour en parler, il faut un work in progress, un travail en continu. Sur le site de Libé, j'ai un espace où je poste les nécrologies de ces femmes mortes depuis janvier. C'est un insignifiant funérarium mais c'est aussi un espace pour aller voir et se convaincre que oui, ça continue. Ca s'appelle déjà mortes.

12 - Il y a 40 ans, elles participaient à la première Marche des fiertés : "On était encore les anormaux" - Marie-Jo Bonnet et Anne-Marie Faure-Fraisse - francetvinfo.fr

C'était il y a quarante ans, presque jour pour jour. Le samedi 25 juin 1977, à Paris, une poignée de manifestants foulent le pavé de la place de la République à la place des Fêtes. Ils défilent contre la répression de l'homosexualité, participant ainsi à la toute première Marche des fiertés LGBT de France. L'appel à manifester avait été lancé par le Mouvement de libération des femmes (MLF) et le Groupe de libération homosexuelle (GLH). A l'occasion de la Gay Pride, samedi 24 juin à Paris, deux militantes féministes de la première heure, Marie-Jo Bonnet et Anne-Marie Faure-Fraisse, racontent cette manifestation historique à laquelle elles ont participé.

"J'ai le souvenir d'une manifestation très joyeuse" : "Il ne faisait pas très beau... On était à peu près 300. Ce n'était pas énorme", se souvient Marie-Jo Bonnet. "Mais il ne faut pas oublier qu'à cette époque-là, on n'existait pas. C'était le tout début du mouvement d'émancipation. On était encore les anormaux. Il faut bien comprendre à quel point c'était audacieux de faire ça", insiste l'historienne, qui ajoute toutefois : "Ça s'est très bien passé."

*"C'était vraiment une première et nous en avons conscience. Mais j'ai le souvenir d'une manifestation très joyeuse. Oui, on a bien rigolé", abonde Anne-Marie Faure-Fraisse. Celle qui a consacré un livre aux slogans du MLF, dont *L'Humanité* s'est fait l'écho, se remémore les messages écrits ce jour-là sur les pancartes et les banderoles : "Avez-vous choisi d'être hétérosexuels ?", "Vos enfants ne risquent rien, ce n'est pas une maladie contagieuse", "Ne cherchez pas homosexuel au féminin, trouvez". Ou encore : "J'ai pas honte, j'ai peur", "Je ne suis pas mâle dans ma peau", "Ma joie, être gay". Et beaucoup de jeux de mots : "J'ai un goût doux", "Je ne suis pas normâles", "Ils sont mâtades".*

"C'était une action féministe avant tout" : "C'était une manifestation de femmes, il y avait très peu d'hommes", se rappelle Anne-Marie Faure-Fraisse, alors étudiante, comme de nombreuses autres manifestantes. "C'était une action féministe avant tout. L'idée de manifester avait été lancée par les femmes du MLF, et en particulier les homosexuelles présentes au sein du mouvement."

"On se retrouvait chez les unes ou chez les autres. Il y avait aussi un café de femmes, le Glife, Groupe de liaison femmes et enfants, aux Halles, rue des Prouvaires où l'on se réunissait", poursuit Anne-Marie Faure-Fraisse. "Il suffisait qu'il y ait un groupe de quatre ou cinq filles qui décident. Ensuite, le réseau de celles qu'on appelait les 'répondeuses' faisait passer les infos et ça irriguait. Et on se retrouvait. Chacune arrivait avec les pancartes et banderoles faites dans une soirée en s'amusant avec des copines."

L'époque de Harvey Milk : La manifestation parisienne s'inscrit en réaction aux menaces qui pèsent sur les homosexuels aux Etats-Unis. A San Francisco, Harvey Milk vient d'être élu à l'Assemblée de Californie. Le premier combat du représentant du Castro, le quartier de la communauté gay, vise une proposition qui autorise le licenciement des enseignants homosexuels. A Miami, c'est une mesure de protection qui a été prise par décret afin que des logements ou des emplois ne puissent plus être refusés à une personne en raison de ses orientations sexuelles.

Mais à la télévision américaine, la chanteuse folk Anita Bryant est, elle, partie en croisade contre les homosexuels. Elle est à la tête d'une organisation baptisée Sauvons nos enfants. Son slogan est un appel au meurtre : "Tuer un homosexuel pour l'amour du Christ".

Gasoline et Gouines rouges : "La motivation du MLF, c'était de dire que cette campagne ne visait pas seulement les homosexuels mais menaçait aussi les femmes", *explique Marie-Jo Bonnet*. "Les luttes des femmes contre la famille, qui s'étaient considérablement développées partout dans le monde - avec le refus massif de faire des enfants, du mariage, du travail ménager sexuel gratuit et obligatoire ou les femmes sans hommes sans protecteur légal - étaient directement attaquées par cette campagne d'Anita Bryant."

Le cortège parisien exprime aussi la volonté de rupture d'une génération. "On était tous jeunes et totalement insouciant. Notre mouvement se construisait contre les 'réformistes', les tenants de ce qu'on appelait 'l'homosexualité de papa'. Nous, on voulait se démarquer du réformisme homosexuel, porté par la revue et le groupe Arcadie. C'était le début du coming-out. On n'avait plus peur d'être au grand jour, c'était ça la différence. Il y avait les Gasolines, des gars qui voulaient changer de sexe ou se travestissaient et avaient un discours critique sur les sexes. Pour les filles, c'était les Gouines rouges", énumère Marie-Jo Bonnet.

"C'était une explosion de joie, de désir" : Si la première manifestation LGBT de France a été très féminine, la première grande Marche nationale pour les droits et les libertés des homosexuels et des lesbiennes, en 1981, a marqué un tournant. "En 1977, c'était une explosion de joie, de désir, de jouissance... En 1981, c'était un esprit très différent, ce n'était pas la même énergie qui se manifestait. Les gays avaient pris le pouvoir et se bagarraient pour être au premier rang, en tête de cortège, derrière la banderole, pour la photo", *analyse Marie-Jo Bonnet*. "C'est au moment de l'arrivée de la gauche au pouvoir que les homos ont pris le pouvoir. Ils ont fait une manif en 1981, juste après l'élection présidentielle. L'arrivée de Mitterrand a éveillé des vocations, c'était subitement moins dangereux de militer."

"La Gay Pride de 1981 était beaucoup plus sage, beaucoup plus conventionnelle. C'était un mouvement qui voulait se faire respecter, qui réclamait des droits. Et le combat législatif, qui a notamment abouti à la modification de la législation sur le détournement de mineur avec Badinter, a été plus le fait des garçons que des filles", *juge Marie-Jo Bonnet*. "1977, c'était avant les années sida. Après, tout a changé, même si le mouvement Aids a été le prolongement du mouvement des femmes avec ses actions coups de poing très fortes dans les années 1990", *confirme Anne-Marie Faure-Fraisse*. "Aujourd'hui, on observe une normalisation des homosexuels. Ils veulent être comme tout le monde, comme les hétérosexuels. Autrefois, ils revendiquaient leur différence et clamaient leur fierté d'être différent."

13 - En tant qu'homme, je ne suis pas féministe, peut-être pro-féministe - Patrick Jean - Auteur et réalisateur

Une mode est récemment apparue dans la presse française et internationale à propos des hommes qui se disent "féministes" et dont on présente l'engagement comme "essentiel" pour les droits des femmes. Il est temps de se demander si cette nouvelle habitude qui se veut bienveillante n'est pas finalement contre-productive.

Pas une semaine sans qu'un article, une campagne ne nous vante les mérites des hommes "les vrais", les gentils, ceux qui brillent dans le bon camp et affichent un "féminisme" évident. Cette pratique part de l'idée que l'égalité est "l'affaire de tous" (et même plus de toutes) et que les hommes doivent y jouer un rôle central. La volonté de considérer l'égalité comme une valeur universelle fait oublier que l'individu n'est pas un universel, il appartient à un groupe social.

Comment pourrais-je croire que je mène le même combat qu'une femme e? : En tant qu'homme, je ne peux qu'observer que, même en dénonçant les inégalités, je reste membre d'une classe

dominante qui me confère des privilèges que je ne peux pas toujours remettre en question individuellement. J'ignore en quoi consiste l'expérience du monde en tant que femme. La peur du viol ou du harcèlement sexuel par exemple, le sentiment face aux regards salaces, les sous-entendus qui me ramènent à une position infériorisée, le "sexisme bienveillant", mon expérience intime en est vierge et je ne peux comprendre ces concepts que de façon abstraite. Ma connaissance de l'inégalité entre les sexes est donc celle d'un dominant, saupoudrée de connaissances théoriques. Comment pourrais-je croire que je mène le même combat qu'une femme qui vit cela au quotidien? D'autant que rien ne prouve que je ne profite pas impunément de tous les privilèges masculins. Un homme peut être très égalitaire au travail et le pire des machos dans sa vie intime, condamner le harcèlement sexuel et consommer massivement de la pornographie.

On voit d'ailleurs très souvent des hommes "féministes" s'attacher à combattre les attitudes masculines qui ne les concernent pas. Je sais parfaitement qu'il m'est très facile d'être contre la prostitution puisqu'elle ne m'a jamais tenté. Etre opposé à la violence physique, au viol, au foulard islamique, à l'excision? Quoi de plus facile pour l'homme qui n'a pas à se remettre en question dans ces domaines? On assiste d'ailleurs souvent à un glissement des discours masculins de l'égalité à la condamnation de l'autre, le vrai méchant, toujours le même: le pauvre, le migrant dont la désignation permet à l'homme "féministe", par prétériton, de se sentir tellement formidable.

Etre un "homme féministe" apporte des bénéfices secondaires: D'autant que se présenter comme un "homme féministe", participer à des associations mixtes, permet aux hommes de récolter des bénéfices secondaires importants. Lorsque je parle de la question de l'engagement des hommes en conférence, généralement devant une salle remplie de femmes, je demande toujours combien cette position hautement rétribuée symboliquement devrait me coûter de vaisselles lavées. En effet, tout discours égalitaire dans la bouche d'un homme est immédiatement rétribué d'un salaire symbolique narcissiquement très nourrissant. De la même manière que notre construction sociale et notre éducation en tant qu'homme nous poussent à rechercher les applaudissements pour toute tâche ménagère réalisée, nous trouvons dans la position de l'homme "féministe" de quoi récolter les suffrages et l'admiration.

L'empowerment des femmes nécessite un disempowerment des hommes: Le politologue québécois Francis Dupuis-Déri a théorisé l'empowerment des femmes (l'augmentation légitime de leur pouvoir) comme nécessitant un disempowerment des hommes (la baisse de notre pouvoir masculin). En effet, tout siège qui est occupé par une femme dans une assemblée d'élus, nécessite qu'un homme cède sa place ou qu'un autre mette de côté son ambition de prendre sa succession. Il en va de même dans tous les domaines de la vie privée et publique. Les tâches ménagères justement partagées nécessitent que les hommes cèdent une partie de leur temps de loisir. A masse salariale constante, l'augmentation des salaires des femmes pour tendre vers l'égalité exige au minimum la stagnation des revenus des hommes. On voit donc bien que si l'égalité est la direction vers laquelle nous avançons, la marche des hommes et des femmes se réalise dans des sens opposés.

La souffrance masculine?: De plus, le risque est grand de voir tomber les "hommes féministes" dans un piège qui fonctionne à plein régime: la souffrance masculine. Cette autre mode postule que la construction sociale des femmes et des hommes dans des rôles stéréotypés enfermerait pareillement les deux sexes dans une souffrance de genre. On n'a plus peur d'écrire dans des textes prônant pourtant l'égalité professionnelle que "les hommes souffrent du fait de l'inégalité avec les femmes".

Du coup, puisque nous souffrons pareillement, puisque nous luttons de la même manière sous le label du féminisme, l'inégalité devient un problème commun où chacun doit être traité pareillement. Plus question de programmes pour soutenir les femmes dans leur carrière, interdiction de parler de quotas ou de parité, prôner la féminisation des titres devient "anti-universaliste" voire

"communautariste". N' imaginez même plus organiser une réunion féministe non mixte car vous aurez à subir la colère de beaucoup d'hommes "féministes" qui se sentiront "exclus".

Voilà comment un positionnement dont le principe est sans doute bienveillant peut se retourner et devenir un outil pour maintenir le statu quo de l'inégalité entre les femmes et les hommes.

L'homme doit travailler sur lui-même : Le rôle d'un homme persuadé de l'injustice de la hiérarchie des sexes n'est-il pas d'abord de travailler sur lui-même? Ce faisant, nous pouvons nourrir une réflexion mixte en révélant nos réflexes masculins conditionnés, nos stratégies d'évitement voire de résistances. Partager la part de nous qui résiste et les processus intimes qui protègent notre pouvoir est sans doute la seule chose que nous pouvons faire en tant qu'homme. L'usage du mot "pro-féministe" nous force à nous rappeler ce positionnement et à faire preuve de lucidité. Il nous rappelle notre position dans le système de domination sans nous empêcher de travailler à l'avènement d'une société plus égalitaire.

Comme chaque homme, j'ai moi-même le sentiment que toutes les femmes sont dominées sauf la mienne. Le "pro" devant "féminisme" m'oblige à penser que je me trompe et que je dois encore chercher.

14 - Un magistrat du tribunal correctionnel de Nanterre (Hauts-de-Seine) doit s'expliquer après des propos sexistes tenus lors d'un procès de violences conjugales - leparisien.fr

Un juge du tribunal de Nanterre risque des poursuites disciplinaires pour des propos sexistes. A tout le moins, des mots totalement déplacés, tenus à l'audience des comparutions immédiates qu'il présidait mercredi.

A la barre, il y avait Hocine, 48 ans, jugé pour « menace de mort réitérée par conjoint ». Cet homme de ménage employé dans une mairie voisine de Nanterre avait promis une multitude d'horreurs à sa femme qui, le cas échéant, repartirait « en Tunisie entre quatre planches ». Hocine n'a pas nié. De toute façon, le tribunal dispose d'enregistrements des menaces. Depuis plusieurs semaines, après avoir décidé de faire chambre à part pour échapper aux assauts de son mari, sa femme s'était munie d'un enregistreur de manière à collecter des preuves avant de déposer plainte. Le président du tribunal a donc interrogé le prévenu sur la violence des menaces. Pour planter le décor, Hocine a rappelé que le couple faisait chambre à part. Et c'est là que le juge a dérapé en faisant remarquer qu'ainsi, l'épouse se soustrayait à son devoir conjugal. Me Migueline Rosset, avocate de la partie civile, a cru mal comprendre. « Il a insisté, s'étrangle-t-elle. Par trois fois, il est revenu sur le devoir conjugal en expliquant même qu'il avait été juge aux affaires familiales et qu'il savait de quoi il parle ! Mais enfin, le devoir conjugal, ça n'existe pas. On n'est plus dans les années 1960 ! »

Ses collègues outrés par cette bévue : Sans défendre vraiment le juge, l'avocat d'Hocine, Me Dominique Ceccaldi, interprète ses propos déplacés différemment. « Mon client reconnaissait les faits. Le juge essayait de comprendre, de lui chercher une petite excuse peut-être. » Migueline Rosset, elle, n'entend excuser ni le mari de sa cliente, ni le juge.

Dès mercredi soir, elle a rédigé un courrier à l'adresse du président du tribunal de grande instance de Nanterre, Jacques Boulard. Réaction immédiate : le juge des comparutions immédiates a été convoqué dans la matinée pour s'expliquer. Toute la journée de jeudi, le président a recoupé les récits des parties à l'audience et il reverra le magistrat en cause en début de semaine pour lui annoncer si, oui ou non, il prend des « mesures conservatoires ». En clair, s'il lui retire la présidence des comparutions immédiates qu'il assurait jusqu'à présent tous les mercredis. Le magistrat désormais sur la sellette n'a pu être joint.

Dans les couloirs du palais de justice de Nanterre, l'évocation de l'incident déclenche des moues de désapprobation. « De tels propos tiennent de la caricature de ce qu'il ne faut pas faire, grince-t-on dans la hiérarchie du tribunal. Cette triste affaire va à contre-courant de tout ce que l'on a mis en

place et ce que l'on continue à faire pour traiter les violences conjugales. » « Les femmes victimes de violence ont déjà beaucoup de mal à déposer plainte, elles se sentent coupables. Ce qu'il s'est passé mercredi renvoie ma cliente à sa culpabilité, c'est inadmissible », gronde encore Me Rosset.

15 - Comment le terme de « travail sexuel » écrase les victimes - Raquel Rosario Sanchez - <https://entreleslignesentrelesmots.wordpress.com/>

Les jeunes filles veulent étudier - c'est une certitude. S'il y a bien un message qui traverse l'article d'Al Jazeera, « Educating girls in South Sudan » [L'éducation des jeunes filles au Soudan du Sud] (soutenu par l'International Women's Media Foundation) écrit par la photographe Sara Hylton, c'est que les adolescentes de l'État-Unité au Soudan du Sud veulent persévérer dans leurs études.

Les histoires de ces jeunes sont frappantes. Mary, 12 ans, est la fille de fermiers et rêve de devenir médecin. Ajok veut également devenir docteur en médecine. Elle a 16 ans et deux sœurs, mais pour le moment c'est la seule en mesure d'aller à l'école. Mélanie, 14 ans, veut devenir photographe. Viola, Susan et Diana sont inscrites dans une école technique et étudient l'ingénierie mécanique. Jehan étudiait l'économie avant d'être enceinte et contrainte d'arrêter.

La liste des épreuves qu'elles doivent surmonter pour obtenir une éducation est longue. Les conflits dans cette région sont monnaie courante, tout comme la pauvreté et la faim.

« Aller à l'école est très difficile quand on a faim. Pas de petit-déjeuner, pas de déjeuner, et parfois seulement le dîner » souligne Abul, 15 ans.

Il y a aussi les déplacements de population, les mariages précoces et les violences sexuelles. Beaucoup ont perdu leurs parents et doivent se débrouiller toutes seules. Ces adolescentes doivent voyager sur de longues distances pour aller à l'école. Selon Gladis, une de leurs enseignantes, quand ces jeunes filles ont leurs règles, elles n'ont pas les moyens d'acheter des protections hygiéniques et ratent ainsi l'école pendant plusieurs jours. Même quand elles peuvent accéder à l'éducation, elles sont stigmatisées : « Si elles sont allées à l'école, elles perdent leur pureté et ne sont plus bonnes pour le mariage » explique Gladis.

En dépit de tout cela, la détermination résolue qu'ont ces jeunes personnes pour obtenir une formation et des diplômes est admirable. Susan a des difficultés à faire ses devoirs car personne dans sa famille ne sait lire. Néanmoins, son rêve est de devenir un jour la ministre de l'Éducation de son pays. « En tant que femmes, nous nous sentons très fières » disent Viola, Susan et Diana.

C'est pourquoi je suis restée perplexe en lisant la description qu'Hylton donne à côté d'une photographie de Jessica, âgée de quatorze ans :

« Jessica souffre de multiples troubles de la personnalité. Elle reçoit des soins et une éducation comme une cinquantaine d'autres jeunes filles vulnérables, dans un refuge de Juba. Selon la fondatrice du refuge, le travail sexuel est normalisé chez ces jeunes filles, qui gagnent moins d'un dollar par client. Son objectif est d'apprendre aux filles que « le corps doit être préservé » et de leur enseigner d'autres façons d'obtenir un revenu. »

Ce passage n'avait aucun sens pour moi. Il m'a fallu un peu de temps pour identifier ce qui m'avait laissée déconcertée. D'abord, je me suis demandée si le terme « travail sexuel » relevait simplement du langage utilisé par la fondatrice du refuge. Mais étant donné qu'Hylton utilise le terme à deux autres endroits dans l'article, j'ai supposé que c'était son propre choix linguistique.

Sous une autre photo, Hylton écrit :

« Les filles jouent sur un trampoline au refuge de Juba. L'orphelinat accueille environ cinquante filles, beaucoup d'entre elles ont été capturées pour du travail domestique, ont été agressées sexuellement ou forcées au travail sexuel avant d'intégrer l'orphelinat. »

Ce sont des phrases de ce type que l'on produit quand on exporte la narration occidentale du « travail sexuel » et qu'on essaye de l'universaliser comme la façon normale de parler du commerce sexuel. D'où vient cette façon de parler ?

Dorchen A. Leidholdt, co-fondatrice de la Coalition Against Trafficking in Women (CATW) [Coalition contre le trafic des femmes] explique que le terme vient de Priscilla Alexander, une porte-parole de Coyote. Elle écrit « Priscilla Alexander argumente, la tête froide, que ses quatre années au Bennington College la qualifient pour revendiquer cette étiquette. » COYOTE signifie Call Off Your Old Tired Ethics [Lâchez votre vieille morale fatiguée], c'est une organisation qui estime être la voix mondiale des « travailleuses du sexe », et pourtant, des 300 000 membres revendiqués, seulement 3 % sont en fait des femmes prostituées.

Donc le terme « travail sexuel » a été popularisé par une femme qui n'a pas vécu d'expérience dans l'industrie du sexe (Alexander a déclaré « Je n'ai jamais littéralement travaillé comme prostituée... mais une fois j'ai été stigmatisée comme pute »), et pourtant le terme est devenu tellement normalisé qu'Al Jazeera *et* l'International Women's Media Foundation pensent qu'il est acceptable d'appliquer l'étiquette « travail sexuel » à des gamines de 14 ans en orphelinat qui ont besoin pour se nourrir de « moins d'un dollar » que leur payent les clients prostitueurs.

Beaucoup de gens bien intentionnés utilisent les termes « travail sexuel » et « travailleuse du sexe » parce qu'ils pensent que c'est politiquement correct et que cela donne une forme de dignité aux femmes et jeunes prostituées. Ces gens estiment qu'en décrivant la prostitution avec une sorte de langage professionnel, elles et ils sont respectueuses et progressistes comme il faut. Elles et ils semblent tous oublier que les droits professionnels (c'est-à-dire du travail) impliquent certains standards et requièrent des responsabilités des travailleurs.

Si les jeunes ados de l'État Unité au Soudan du Sud sont des travailleuses du sexe plutôt que des enfants vulnérables, cela implique-t-il que n'importe lequel des hommes qui payent pour accéder à leurs corps peut demander un remboursement de son « moins d'un dollar » s'il trouve que l'acte sexuel n'a pas été correctement effectué à son goût ?

Allons droit au but : que disons-nous exactement quand on appelle une jeune de quatorze ans vivant dans une pauvreté abjecte une « travailleuse du sexe » ?

Comment peut-on voir des très jeunes filles, vivant dans une sombre pauvreté et payées par des hommes moins d'un seul dollar pour un accès sexuel à leurs corps, comme des « travailleuses du sexe » au lieu d'enfants vulnérables et abusées ?

La journaliste suédoise Kajsa Ekis Ekman pense que pour comprendre comment on est passé de parler de la prostitution comme exploitation à, inversement, l'appeler « travail sexuel », nous devons observer l'idéologie politique qui se cache derrière. Dans son livre, *L'être et la marchandise*, Ekman avance que la narration du « travail sexuel » constitue la symbiose de la droite néolibérale et de la gauche postmoderne. Après la Guerre froide et à la suite de la chute du communisme, la gauche a répondu à la quasi domination globale du capitalisme en « maquillant sa défaite en victoire », dit Ekman. Plutôt que prendre de front les injustices, certains courants de la gauche (y compris à au sein du féminisme) ont choisi de redéfinir le statu quo lui-même comme étant à la fois subversif et marginalisé. « la gauche postmoderne et la droite néolibérale concluent entre elles un pacte silencieux », explique Ekman. « À la droite le pouvoir et, en échange, la gauche postmoderne sauve la face » en cachant essentiellement ce pouvoir avec leurs mots :

« ... La droite néolibérale acquiert ainsi un langage expliquant que la prostitution relève de la libre entreprise et des droits de l'individu. En faisant référence à la parole des marginalisées, la gauche postmoderne développe une excuse pour ne pas confronter l'ordre établi. »

Cette trahison de principes nous ramène à la situation décrite dans l'article d'Al Jazeera. Existe-t-il une circonstance pour laquelle et la droite néolibérale et la gauche postmoderne n'essayeront pas de cacher la vulnérabilité afin d'éviter d'affronter l'oppression systémique ? Pourquoi tant de réticence à reconnaître la vulnérabilité ?

Pour le dire simplement, c'est parce que derrière la narration du « travail sexuel », il ne peut pas y avoir de personne vulnérable. Parler de vulnérabilité c'est admettre qu'il y a des failles dans un

système - c'est remettre en cause le mythe que le statu quo fonctionne bien. Pour éviter d'avoir à faire ça, il vaut mieux tordre les mots qui sont essentiels pour décrire l'oppression : «victime» et «vulnérable». Après tout, s'il n'y a pas de victime, il n'y a pas de coupable.

Ekman estime qu'il est doublement problématique de masquer le pouvoir et l'oppression. D'abord, on diabolise le mot «victime» au point qu'il devient synonyme de passivité, faiblesse et apathie. La victime, en tant que mot, n'est donc plus rattaché à une dynamique de rapport de force (victime/coupable), mais à une caractéristique personnelle. « D'abord, il faut affirmer que la victime est, par définition, une personne faible, passive et impuissante. » écrit Ekman. La caricature est si peu sympathique que personne ne voudrait jamais être étiqueté de la sorte et l'appliquer à une situation de violence ou d'exploitation devient une insulte en elle-même.

Cette logique a consisté à tenter d'abolir le mot «victim » lui-même. N'importe quelle action (« elle a insulté son mac ») ou, évidemment, n'importe quelle inaction (« elle a tourné sa tête de côté et attendu que ça se termine ») devient un mot magique : «agentivité». La dichotomie est éhontément fautive car comme toute personne ayant travaillé en prévention des violences le sait, il n'est pas nécessaire d'avoir une arme pointée sur la tempe 24h par jour pour que la violence soit réelle. La violence et l'oppression sont bien plus insidieuses que le stéréotype ridicule qui veut que si l'on ne peut pas voir l'oppression, elle n'est sûrement pas réelle.

Sous les façades de l'autonomisation et du progressisme se cache une mentalité pernicieuse qui blâme les victimes, **mais** le sous-texte est de dire qu'« être victime est une chose réservée aux faibles - la personne qui est capable et déterminée ne devient pas une victime. » dit Ekman. Encore un coup rhétorique du patriarcat !

Peut-être que l'aspect le plus accablant de ce rejet de la vulnérabilité est la création **du** mythe de la personne invulnérable. La «personne invulnérable» ne peut être une victime, quelles que soient les circonstances, jamais. Personne, quelle que soit l'oppression à laquelle elle fait face, ne peut être positionnée comme assujettie... ce qui est plutôt pratique pour un système d'oppression. La personne invulnérable devient plutôt exaltée pour sa force. « C'est la version néolibérale du vieux mythe de l'esclave surpuissant. Les femmes endurcies de la classe ouvrière, les Noires wonder women, les colonisées insensibles aux coups et à la flagellation » écrit Ekman.

Dans le cas qui nous occupe, la «personne invulnérable» est une adolescente qui vit dans un refuge avec ses camarades d'orphelinat de jeunes filles au Soudan du Sud et qui doit d'une façon ou d'une autre apprendre « d'autres façons d'obtenir un revenu », car avec l'exportation occidentale du concept de «travail sexuel», la responsabilité de trouver un moyen de sortir de sa propre oppression repose sur ses épaules. La personne invulnérable est représentée par toutes les adolescentes de l'article d'Hylton qui veulent désespérément une éducation, mais à qui on donne une identité de «travailleuse du sexe» en utilisant une loupe anglo-saxonne qui relève de la gymnastique rhétorique, plutôt que de montrer l'évidence du viol, des violences sexuelles et de l'exploitation.

Achal Arop a 17 ans. Son message, cité par Hylton, est clair et retentissant : « La chose la plus horrible à entendre c'est que toutes les jeunes filles sont violées... Si je l'endure, chacune l'endure également... nous sommes celles qui avons le plus souffert. »

L'analyse d'Achal est puissante et urgente. Elle n'hésite pas à appeler la violence par son nom - elle sait ce que c'est. Pas d'euphémisme pour cacher le pouvoir. Aucun besoin de dissimuler les réalités d'être née fille en patriarcat. Dans ce qu'elle dit, je suis reconnaissante de lire enfin une analyse féministe qui ne recule pas. Pourquoi ne laissons-nous pas ces filles nous apprendre ce qu'il faut dire ? Elles sont clairement plus courageuses et honnêtes que tant de «neutres» reporters.

DÉBATS, CONFÉRENCES, SORTIES MILITANTES

16 - Exposition : "Prostitution : du fantasme à la réalité" - Mouvement du Nid Tours - 5 juillet au 15 septembre

Cette exposition s'inscrit dans le cadre des réflexions et actions menées par le groupe de travail « Prostitution cachée », composé de nombreux partenaires qui ont souhaité développer des moyens de prévention ciblant un public jeune âgé entre 18 et 25 ans.

Elle est conçue autour de trois thématiques : l'histoire de la prostitution, les clichés les plus fréquemment véhiculés (notamment ceux que l'on retrouve dans l'enquête menée auprès d'environ 800 jeunes) et l'argumentaire qui va à l'encontre de ces clichés.

Bureau Information Jeunesse, 57 avenue de Gramond, Tours, du 5 juillet au 15 septembre 2017.

CINÉMA, THÉÂTRE, LIVRES, TÉLÉ...

17 - Livre : « On ne naît pas grosse » - Gabrielle Deudier

« Ce qui gêne tant les gens, c'est mon poids : 150 kg pour 1,53 m. Après avoir été méprisée pendant des années, j'ai décidé d'écrire pour ne plus m'excuser d'exister. De là est née cette enquête journalistique dans laquelle j'affronte mes tabous et mon passé, et où je décortique le traitement que la société - professionnels adeptes de la chirurgie de l'obésité, magazines féminins, employeurs - réservent aujourd'hui aux grosses. »

Gabrielle Deudier est la fondatrice du webzine culturel *Ginette Le Mag*. Le livre féministe coup de poing *On ne naît pas grosse* est son premier ouvrage.

Éditions Goutte d'or editionsgouttedor@gmail.com

18 - Spectacle : « Ta violence, mon tabou » - Eva DT

Joué par la comédienne Mbembo, et la slameuse Eva DT, le texte de « Ta violence, mon tabou », qui mêle slam et narration, expose le huis-clos de la violence conjugale, et dénonce publiquement ce tabou et l'omerta imposée à la femme victime. Il insiste, non pas sur les coups physiques, les plus facilement "repérables", mais sur l'emprise, moins connue du grand public, l'emprise qui est au cœur du système violent qui amène la femme à ne plus comprendre comment s'en sortir et à accepter les coups les plus violents.

Avec la force du texte incisif et émouvant, le spectacle raconte une histoire particulière, narrée presque sous forme de conte, et l'entremêle de slams coups de poing. Le spectacle suspend le souffle. On n'en sort pas indemne.

Un spectacle qui vise à :

- Sensibiliser pour lutter contre la violence,
- En parler pour que les victimes se sentent moins seules et pour établir un lien de solidarité,
- Provoquer l'action et non les larmes.

Qui peut être prolongé par des actions culturelles : débats, tables rondes, ateliers, ...

Un spectacle culturel mais accessible à tous. Tous les publics ressortent conquis et sensibilisés, même les plus jeunes.

Si vous souhaitez plus d'informations, en vue d'une éventuelle programmation pour vos événements, festivals, ou autres : amandine.marseguerra02@gmail.com

